

Cristiana Era

Ces dernières élections législatives tunisiennes ont arrêté la marche politique d'Ennahda, au pouvoir depuis trois ans. De plus, elles ont renversé son succès électoral du 2011, alors que le monde entier salua le premier scrutin libre après la chute de Zine el-Abidine Ben Ali. Le parti islamiste a échoué toute possibilité de rester à la tête de la révolution des cyclamens, soit le début du printemps arabe, en marquant la défaite de l'Islam politique.

Nidaa Tounès, (qui signifie « appel de la Tunisie ») le parti victorieux avec 85 sur 217 sièges au Parlement, deviens ainsi le premier partie de Tunisie. Une surprise inattendue, cette-ci, étant donnée une campagne électorale menée par un parti, celui d'Ennahda, bien organisé politiquement et économiquement, et par un autre, Nidaa Tounès, fragmenté et caractérisé par des représentants politiques les plus variés : entre eux, des vieux politiciens de l'ancien régime de Ben Ali (y compris le président de Nidaa Tounès, Béji Caïd Essebsi), des libéraux progressistes, des destouriens et des membre de la gauche laïque. De l'autre côté, Ennahda (69 sièges) a reconnu la défaite et son leader, Rached Ghannouchi, a félicité Essebsi pour sa victoire. Le troisième parti est celui de Slim Rihai, homme d'affaires et Président du Club Africain : l'Union Patriotique Libre (UPL) a obtenu 16 sièges, tandis que la coalition de la gauche et de l'extrême gauche, le Front Populaire, en a remporté 15.

Et pourtant, la formation d'un nouvel gouvernement ne semble ni facile ni proche. Le pivot de la campagne électorale de Nidaa Tounès a été l'opposition aux islamistes mais on a peu parlé d'un programme gouvernemental visant à améliorer les conditions de vie des tunisiens, réduire corruption et bureaucratie, pour ne pas parler d'un taux de chômage qui a atteint le 30% parmi les jeunes et une économie qui s'effondre de plus en plus. Au lendemain du résultat de ce scrutin, les observateurs internationaux et les analystes se sont partagés sur les raisons de la choix de vote des électeurs tunisiens : quelqu'un a souligné que la victoire de Nidaa Tounès ne représente qu'une désenchantement à l'encontre de la politique économique d'Ennahda, tandis que d'autres ont parlé de la crainte des tunisiens vis-à-vis une croissance des mouvements religieux extrémistes. Mais il s'agit, peut-être, de plusieurs raisons qui se combinent dans le cadre politique, lequel au présent n'est pas tout à fait bien défini.

Loin d'avoir obtenu la majorité nécessaire pour gouverner le pays, Nidaa Tounès sera obligé de former une coalition mais avec qui c'est une question encore ouverte. Les imminentes élections présidentielles, prévues le prochain 23 novembre, contribuent à l'incertitude : toute négociation est arrêtée jusqu'au résultat final. Vingt-sept candidats se disputent le rôle de Chef d'État : parmi eux, Essebsi lui-même. Homme politique expérimenté de 87 ans, il a vécu, en tant que ministre, chaque saison de la vie du pays depuis l'indépendance et jusqu'au présent. Ses opposants lui reprochent des violations des droits humains quand il était ministre de l'intérieur de Boughiba et plusieurs crantent un retour du système dictatorial. Ou même pire, dans le cas d'une coalition instable du parti majoritaire avec des improbables alliés, comme l'UPL et le Front Populaire qui a déjà avancé des conditions pour sa participation au gouvernement. Quant à Ennahda, nombreux observateurs s'interrogent sur la position que son dirigeants iront prendre et sur les raisons de son ambiguïté politique actuelle : le parti a, en effet, refusé curieusement de présenter un candidat officiel pour le campagne présidentielle, mais aussi de soutenir celui d'un autre parti.

Quoi qu'il en soit, le cadre politique tunisien reste fragile malgré les déclarations positives de la communauté internationale . Car s'il est vrai que le front contre les islamiste a écarté, selon quelques-uns, la possibilité d'une radicalisation religieuse, c'est aussi un fait incontestable que

Tunisie: la démocratie fragile de la révolution arabe

Scritto da La Redazione

Venerdì 14 Novembre 2014 15:56 -

la Tunisie est le pays qui exporte la majorité des combattants islamistes qui rejoignent l'organisation de l'État Islamique en Iraq et en Syrie. On estime que près de 3.000 tunisiens sont déjà dans ces pays à côté des militants jihadistes. Et ça peut sans doute devenir un facteur déstabilisateur dans un cadre politique, social et économique faible. La route du gouvernement de Nidaa Tounès est donc parsemée d'obstacles et de contradictions plus ou moins contraignants mais la réponse à ceux-là va déterminer l'avenir du pays parce que la démocratie tunisienne n'est pas encore hors de danger.